

Pour une fertilisation croisée des sciences économiques et des sciences sociales

Article paru dans le monde du 06/06/2013

http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/06/06/pour-une-fertilisation-croisee-des-sciences-economiques-et-des-sciences-sociales_3425356_3234.html

Le débat sur le nécessaire pluralisme de l'enseignement et de la recherche en économie a connu une certaine actualité dans les colonnes du Monde (voir le *Monde* du 17 Avril et le *Monde* du 3 mai), et c'est là un point extrêmement positif.

La crise profonde que traversent nos économies interroge les responsabilités que chacun porte sur cet échec de gouvernance, et il n'y a aucune raison pour que les enseignants-chercheurs en économie s'en dédouanent. Joseph Stiglitz soulignait ainsi dans un récent entretien : « *Les économistes ont fourni le cadre intellectuel utilisé par les régulateurs financiers pour justifier leur inaction, et par les banquiers centraux pour affirmer que les bulles étaient impossibles(...) Durant ces vingt-cinq dernières années, les économistes ont affirmé qu'il n'était pas nécessaire de réguler la finance. Tout ceci a contribué à rendre la crise possible (...) La théorie économique est devenue un monde autosuffisant, une fausse représentation de la réalité, mais que chacun peut comprendre. (..) Les économistes fonctionnent de la même façon [que les traders]. Ils se parlent entre eux et définissent ce qu'ils considèrent comme des hypothèses raisonnables, et tout ce qui ne leur convient pas est exclu du champ de l'analyse* »¹. Cette analyse est juste et il faut en effet procéder à un examen lucide des failles qui ont conduit la majorité des économistes à tant de cécité face à la crise, et à un certain manque de clairvoyance pour en sortir. Nous vivons bel et bien un moment de panne intellectuelle en la matière. Une panne qui est directement liée à l'absence de pluralisme dans la pensée et l'enseignement de l'économie, et à son absence d'ouverture aux autres sciences sociales jugées trop « empiriques ». Comment sortir la théorie économique de cette ornière qui a eu, et a encore, tant de conséquences sur le fonctionnement concret de nos sociétés ?

Créée il y a 3 ans dans le sillage de la crise à la fois économique et intellectuelle de 2008, l'AFEP a tôt fait le constat que la principale cause d'extinction du pluralisme indispensable à la vitalité créatrice était à chercher du côté du recrutement et de la carrière des économistes et singulièrement des « professeurs d'université ». En effet, les « professeurs » (que l'on distingue hiérarchiquement des « maîtres de conférences »), sont les cadres de la profession, et assurent donc logiquement l'essentiel des directions des Masters, des thèses, des Ecoles Doctorales. Ils sont donc les rouages essentiels de la reproduction du champ. Or, ils sont aujourd'hui presque tous issus d'un même courant théorique. Cette disparition programmée du pluralisme dans les « cadres » de la profession a des conséquences structurelles importantes : ils maîtrisent en effet, c'est leur fonction, les conditions de reproduction théorique du champ. En assurant leur homogénéité théorique, l'institution

¹ *Alternatives Economiques* (n° 290 - avril 2010)

déclenche ainsi, à court terme, un processus de suppression de toute forme de pluralisme, assimilé à de la déviance de mauvais alois. Cette normalisation du champ a des effets en cascade : fin de l'interaction avec les sciences sociales, fin des programmes de formation ouverts aux multiples courants d'analyse qui font la richesse de notre discipline, difficultés persistantes pour établir un lien entre discours savant et enjeux sociétaux, perte de la capacité d'innovation de notre discipline. Ce constat, partagé par les désormais 500 membres, docteurs en sciences sociales et en économie de notre association (soit environ un quart des économistes universitaires), s'est accompagné de propositions de « mesures correctives » qui permettraient de renouer avec la vigueur du débat théorique en économie et sciences sociales dans notre pays et pour nous sortir de la sinistrose actuelle sur l'absence d'alternative.

Au-delà du constat partagé, c'est en effet autour des solutions pour sortir de l'impasse d'une pensée largement devenue unique, que le débat devrait s'engager. Voici celles de l'AFEP (voir <http://www.assoeconomiepolitique.org/>) : rompre avec la délétère évaluation de la recherche en économie fondée sur un classement de revues qui produit un effet de rigidité dogmatique incompatible avec le dynamisme de la science et créer une nouvelle section au sein du CNU² *sans agrégation* « Economie et Société ». Cette dernière revendication, non coûteuse et simple à mettre en œuvre, permettrait une véritable revitalisation du champ de l'économie et plus généralement une redynamisation des problématiques transverses aux différentes sciences sociales. C'est pourquoi, phénomène sans précédent, plus de 300 chercheurs en poste ont d'ores et déjà pris l'engagement ferme et public de rejoindre cette nouvelle section sans agrégation si celle-ci était créée. Il y a urgence à leur donner cette possibilité d'agir ainsi pour renouer avec le pluralisme et le débat d'idées.

Des solutions structurelles politiques, rapide et sans coût, existent donc pour renouer avec le pluralisme en économie que chacun appelle de ces vœux : allons-y ! Discutons-en ! Agissons ! Mettons les maintenant en œuvre !

*André Orléan et Nicolas Postel, économistes
sont respectivement président et secrétaire de l'AFEP*

² Conseil National des Universités